

DE BUENOS AIRES



N°07 – Du 10 au 16 février 2023

Zoom – En Argentine, la sécheresse et les possibles gelées précoces sont au cœur des préoccupations

Alors que la période estivale est marquée par des vagues de chaleur et le manque de pluie, la Bourse des céréales de Buenos Aires a présenté ses prévisions de récoltes révisées à la baisse pour la campagne 2022/23 et les possibles conséquences pour l'économie argentine. A ce propos, la responsable des prévisions agricoles, María Cecilia Conde, a souligné l'ampleur du stress hydrique actuel, en particulier dans les régions situées au centre du pays (notamment les provinces de Santa Fe, Buenos Aires et Entre Ríos). Dans ces zones, grenier agricole de l'Argentine, la surface agricole aurait diminuée de 900.000 hectares pour le soja et le maïs. Au niveau national, la Bourse des céréales estime que seulement 16,2 Mha de soja seront cultivés cette année, contre 16,7 Mha durant la précédente campagne. Cette situation se traduira par un recul de la production de soja de 48,0 Mtn à 38 Mtn. De la même manière, la surface cultivée de maïs passerait de 7,5 à 7,1 Mha, entraînant une baisse de la production de 50,0 Mtn à 44,5 Mtn. Cette tendance s'observerait aussi sur le blé, avec une réduction combinée des surfaces cultivées (-9%, à environ 20 Mha) et des rendements (-34%) ce qui entraînerait un repli de la production de 45% à 12,4 Mtn versus 22,4 Mtn un an plus tôt. En revanche pour le tournesol, la production (3,9 Mtn) serait relativement moins affectée même si 26% des surfaces cultivées (2 Mha) auraient des conditions hydriques sous-optimales. Ce choc adverse qui affecte l'Argentine intervient au moment où des facteurs haussiers (croissance mondiale modérée, normalisation de la situation sanitaire en Chine, guerre en Ukraine, stocks limités) et baissiers (inflation élevée, record de production au Brésil) interrogent sur l'évolution des cours mondiaux, déjà historiquement élevés. Dans les conditions actuelles du marché, le chef économiste de la Bourse des céréales, Ramiro Costa, estime que le PIB agricole pourrait baisser de 12,2 Md USD (scénario A) pour descendre à 40,9 Md USD (-23% sur un an). Dans l'hypothèse d'une sécheresse prolongée, la chute atteindrait 15,9 Md USD (scénario B) et jusqu'à 19,6 Md USD en cas de gelées précoces (scénario C). Les exportations des produits oléagineux et céréaliers (traditionnellement la moitié des ventes argentines à l'étranger) baisseraient alors de 10,0 Md USD dans le scénario A pour atteindre 33,4 Md USD (-23% sur un an), de 14,0 Md USD dans le scénario B et de 18,3 Md USD dans le scénario C. De la même manière, les recettes fiscales seraient amputées de 3,3 Md USD pour tomber à 14,3 Md USD (-19% sur un an) dans le meilleur des cas, et à 6,5 Md USD avec des conditions météorologiques moins favorables. Ce repli se déclinerait, dans l'hypothèse centrale, par une contraction de la production de soja (16,9 Md USD, -26% sur un an), de maïs (17,7 Md USD, -17% sur un an) et de blé (3,7 Md USD, -36% sur un an). De la même manière, les exportations se réduiraient pour le soja (20,5 Md USD, -26% sur un an, traditionnellement un tiers des exportations), le maïs (8,3 Md USD, -21% sur un an) et le blé (2,3 Md USD, -55% sur un an) tout comme pour les recettes fiscales (8,0 Md USD issus du soja, soit -22% sur un an ; 4,6 Md USD pour le maïs, -8,0% sur un an et 1,0 Md USD pour le blé, -31,0% sur un an). Face à ce choc climatique, Ramiro Costa suggère aux autorités argentines d'adopter des politiques publiques qui permettent de réduire la charge fiscale qui pèse sur les producteurs agricoles, à travers notamment la baisse des taxes à l'export, d'améliorer les infrastructures, l'accès aux financements et aux nouvelles technologies pour optimiser l'usage des ressources hydriques.

LE CHIFFRE À
RETENIR

18,3

Pertes potentielles
export. agr. (Md USD)

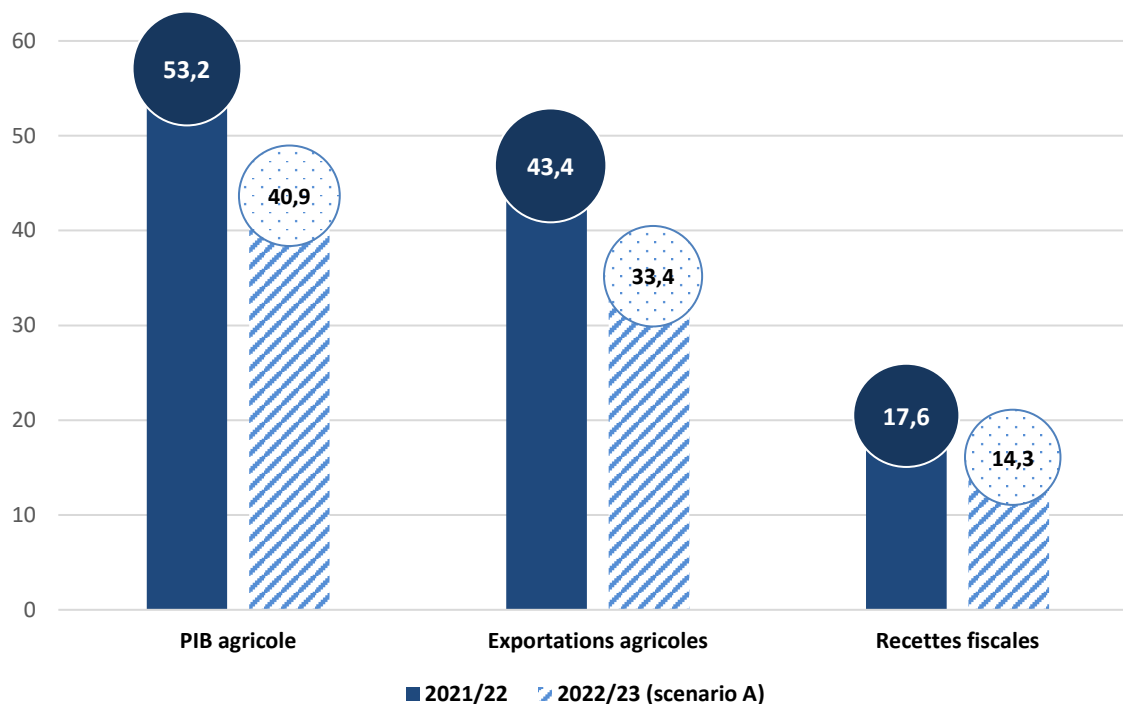
Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2021	10,4%	11,7%	4,2%	4,4%
Inflation (fin de période)	2022	94,8%	12,8%	8,1%	8,3%
Solde budgétaire (% du PIB)	2021	-4,3%	-7,7%	-3,7%	-4,2%
Dette publique (% du PIB)	2021	80,9%	36,3%	33,8%	73,3%
Solde courant (% du PIB)	2021	1,4%	-6,7%	0,8%	-1,8%
Dette extérieure (% du PIB)	2021	58,3%	84,4%	49,9%	77,1%
Prévisions et anticipations					
Croissance du PIB réel - FMI	2022	4,6%	2,7%	0,2%	5,3%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2022	5,3%	2,5%	0,2%	5,4%
Croissance du PIB réel - FMI	2023	2,0%	-1,5%	4,5%	3,6%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2023	0,5%	-1,5%	4,5%	2,5%
Inflation (fin de période) - Agents économiques	2023	97,6%	5,0%	5,0%	7,1%
Pour mémoire					
PIB nominal (Mds USD)	2021	486,7	316,8	38,8	59,3
Population (millions)	2021	46,0	19,8	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Argentine – Impacts économiques de la sécheresse (scénario A)



Sources : Bourse des céréales, SER de Buenos Aires

ARGENTINE

Face au regain de l'inflation, le gouvernement amplifie le contrôle des prix

Après une légère décélération de l'inflation en novembre (creux à 4,9 % sur un mois), la hausse des prix se poursuit en janvier, pour atteindre 6,0 % sur un mois, après 5,1 % en décembre. Ce résultat, supérieur aux prévisions des agents économiques (à 5,6 %), génère un doute sur l'éventualité de ramener l'inflation mensuelle autour de 3,0 % en avril (60 % en rythme annuel, en décembre 2023) comme s'était pourtant engagé début janvier, le ministre de l'Économie Sergio Massa.

Cette trajectoire haussière est notamment portée par la baisse des subventions sur les loyers et les tarifs de l'eau, du gaz et de l'électricité (+8,0 %) ainsi que les effets négatifs de la sécheresse sur la disponibilité des produits alimentaires (dont les légumes et la viande) alors que la période estivale soutient la consommation de certains produits (alimentaires, carburants). En effet, les prix des boissons alcooliques et du tabac progressent de 7,3 %, ceux des produits alimentaires de 6,8 % et de la restauration et l'hôtellerie de 6,2 %.

Des ajustements haussiers sont également visibles dans les communications (+8,0 %), les transports (+5,9 %) et la santé (+4,9 %).

En rythme annuel, l'inflation s'élève à 98,8 %, après 94,8 % un mois plus tôt. A titre de comparaison, dans l'enquête de janvier publiée par la Banque centrale, les agents

économiques anticipaient une inflation à 97,6 % à la fin 2023.

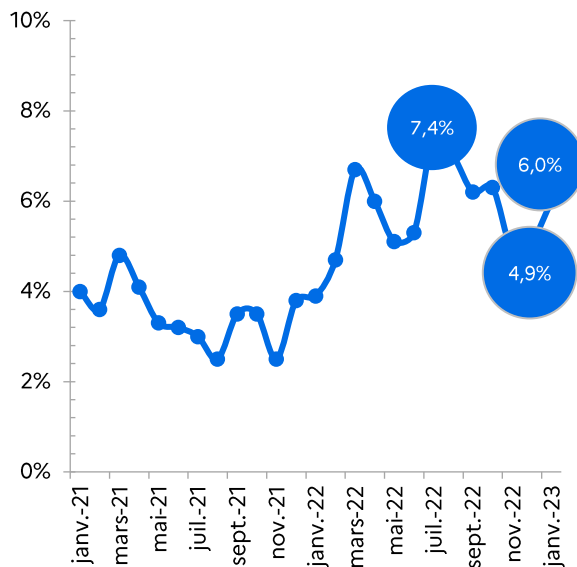
L'inflation sous-jacente, c'est-à-dire celle qui exclut les prix volatils, principalement issus des produits alimentaires et énergétiques, s'établit à 5,4 % sur un mois (94,4 % sur un an). Par ailleurs, les prix saisonniers et régulés progressent de 7,9 % et 7,1 % (respectivement 131,7 % et 93,5 % en rythme annuel).

A noter également que les prix des biens et services augmentent de 5,4 % et 7,7 % (respectivement 100,9 % et 93,3 %).

Pour tenter de contenir la hausse des prix, le gouvernement a relancé le programme « prix justes » sur plusieurs références de produits de consommation (prix gelés sur 2.000 produits et hausse encadrée des prix sur 50.000 produits, selon le secrétariat au Commerce). La viande bovine est également concernée avec le blocage des prix sur 7 coupes de viande (dont asado, matambre, vacio) jusqu'au 31 mars puis une revalorisation progressive des prix de 3,2 % par mois jusqu'au 30 juin.

La Banque centrale n'a, en revanche, pas modifié son taux directeur sur les titres Leliqs, à 75 %, soit 107 % en taux annualisé, considérant qu'il restait positif en termes réel malgré l'accélération de l'inflation. Pour rappel, ce taux sert de référence à la politique monétaire.

Evolution mensuelle de l'inflation



Sources : Indec, SER Buenos Aires

L'Argentine sur tous les fronts pour avancer sur le secteur énergétique

Le gouvernement argentin poursuit sa stratégie de développement de son secteur énergétique afin d'assurer son approvisionnement, d'équilibrer sa balance commerciale énergétique et, à terme, de développer ses exportations.

Dans cette perspective, Flavia Royon, Secrétaire d'Etat à l'énergie, placée sous la responsabilité du ministre de l'économie, Sergio Massa, s'est rendue au Brésil, la semaine dernière, pour avancer sur l'intégration énergétique régionale esquissée lors de la visite du président Lula en Argentine en janvier. Les discussions de ce premier dialogue bilatéral ont porté principalement sur l'accroissement des échanges électriques entre les deux pays, en commençant par la négociation d'un contrat pour assurer la couverture des besoins

hivernaux de l'Argentine (mai-septembre 2023). Le sujet du gaz a également été abordé, sans que, contrairement à ce qui aurait pu être espéré suite aux éléments publiés en janvier, les discussions n'avancent sur un soutien éventuel de la BNDES brésilienne à la construction du deuxième tronçon du gazoduc Nestor Kirchner (entre les provinces de Buenos Aires et de Santa Fe). Cette même semaine, la société publique d'hydrocarbures, YPF pour Yacimientos petroliferos fiscales, a annoncé explorer de nouveaux territoires dans la province Rio Negro, pour un investissement modeste de 15 MUSD. Ces études préliminaires visent à évaluer la présence de gisements de pétrole et de gaz dans une zone non encore explorée. Rio Negro est l'une des plus anciennes provinces productrices d'hydrocarbure dont le bassin actuellement exploité est en déclin. L'éventualité d'une nouvelle croissance dans la production est perçue très positivement par le gouvernement provincial.

La question présente dans tous les esprits, et qui gagne en acuité ces dernières semaines, est celle du calendrier de mise en service du premier tronçon du gazoduc Nestor Kirchner, qui reliera la zone de production de Vaca Muerta (province de Neuquen) au principal bassin de consommation (Buenos Aires, la capitale et son aire d'influence économique qui rassemble un tiers de la population argentine et la plus grande partie de l'appareil productif du pays). Rappelons que ce gazoduc est conçu pour permettre la croissance de la production de Vaca Muerta, limitée par des problèmes d'adduction, et ainsi réduire drastiquement les besoins d'importation de gaz lors des pics hivernaux. L'inauguration du gazoduc a été annoncée pour le 20 juin 2023, soit au début de l'hiver (NB : le 20 juin est symbolique : le « jour du



drapeau » rend hommage au créateur du drapeau argentin, le général Manuel Belgrano, figure héroïque). La construction a débuté en octobre 2022. Certains évoquent déjà un retard d'un à deux mois dans la mise en service, qui correspondrait alors à la fin de la période la plus froide. Le sujet est d'importance car de la date de mise en service dépend mécaniquement la quantité de gaz que l'Argentine devra importer en 2023 et celle de dollars qu'elle devra dépenser pour assurer son approvisionnement. La capacité du ministre de l'économie, Sergio Massa, comme du gouvernement actuel à tenir ses engagements vis-à-vis des électeurs argentins, appelés à voter au second semestre, sera jugée, en partie, à l'aune de cette mise en service.

CHILI

Baisse du nombre de création d'entreprises en 2022

D'après les estimations de la Banque centrale chilienne pour la période janvier-novembre 2022, le nombre de création de nouvelles entreprises au Chili a baissé pour le onzième mois consécutif, atteignant 22,7% de moins qu'en novembre 2021. Cette tendance est cohérente avec les ajustements que subit l'économie chilienne suite à la pandémie de la Covid-19 et la hausse de l'inflation en 2022 (+12,3%). Le Chili compte ainsi 712.962 entreprises en novembre 2022, soit 0,7% de moins qu'à la fin 2021.

La baisse des créations d'entreprises est principalement attribuable aux secteurs manufacturier (-32,2%), de transport (-28,3%), et de commerce (-26,8%) qui

représentent la majorité (59,4%) des entreprises chiliennes. Sur les 10.669 nouvelles firmes enregistrées, 3.520 opèrent ainsi dans le secteur du commerce (33,0%), 1.288 dans les services à la personne (12,1%) et 1.152 dans l'industrie manufacturière (10,8%). Seuls les secteurs des communications et services de l'information (+2,1%) et de l'industrie minière (+10,3%) connaissent en 2022 un taux de création d'entreprise supérieur à 2021.

L'industrie minière reste cependant un secteur assez fermé et concentré, ne comptant que 32 créations en 2022 pour 2.222 firmes (0,3% des entreprises chiliennes). Par ailleurs, 86,3% des entreprises enregistrées en 2022 sont des microentreprises – ayant un chiffre d'affaires inférieur à 100.000 EUR – à comparer à la proportion de 63,1% de ces microentreprises parmi toutes les entreprises actuellement enregistrées.

Investissement dans le ferroviaire : la France sur les rails au Chili avec Alstom et Thales

Les entreprises françaises Alstom et Thales, implantées au Chili depuis plusieurs années notamment à travers le métro de Santiago, ont exprimé récemment leur intérêt pour développer de nouvelles infrastructures dans les transports, confirmant ainsi leur engagement au Chili. Les projets des deux Groupes français portent tout d'abord sur la future ligne 7 du métro de Santiago (prévue pour 2027 et qui devrait réduire de moitié le temps de transport sur l'axe Est-Ouest de la capitale) et pour laquelle, elles ont chacune remporté un appel d'offre. Alstom a remporté à la fin 2022, l'appel d'offre pour fournir les 37 rames de métros automatisées ainsi que le système de signalisation de la



future ligne 7 du métro (montant du contrat 355 MEUR). Pour sa part, Thales a remporté en janvier 2023 l'appel d'offre du centre de contrôle des opérations (CCO), et devient ainsi l'unique fournisseur des CCO du métro de Santiago.

Les deux firmes souhaitent renforcer leurs activités au Chili en prenant part à d'autres projets ferroviaires, notamment ceux de la Compagnie nationale des chemins de fer (EFE), et pourraient se retrouver en concurrence sur l'appel d'offre d'EFE pour un nouveau système de signalisation ferroviaire. Thales considère également la possibilité de participer à la concession de la future ligne de tramway entre la commune de Pudahuel et l'aéroport de Santiago qui devrait être soumise à un appel d'offre du ministère des Travaux publics (MOP) avant la fin 2023. Pour ce projet de 398 MUSD qui sort en partie de son cœur de métier, Thales pourrait s'associer à d'autres partenaires stratégiques spécialisés dans les tramways.

Alstom a déclaré pour sa part son intérêt pour la ligne de train Santiago-Valparaíso annoncée par le président Gabriel Boric en janvier, et qui devrait être soumise à un appel d'offre du MOP en 2025, pour un montant estimé à 1,3 Md USD. Alstom pourrait se positionner sur l'ensemble du projet grâce à son expertise aussi bien en train qu'en construction ferroviaire et mise sur les trains à hydrogène vert. Alstom travaille sur cette technologie depuis 2018 et compte présenter un prototype en 2025 dans la perspective de l'appel d'offre, sachant que le Groupe français travaille déjà sur une ligne à hydrogène vert pour l'industrie minière dans la région d'Antofagasta.

PARAGUAY

Après un épisode de déflation, l'inflation repart à la hausse

Après avoir entamé un épisode temporaire de déflation en décembre (-0,2% sur un mois), l'inflation repart à la hausse, à 1,2% sur un mois en janvier (versus 1,5% en janvier 2022), soit un niveau bien au-dessus des anticipations des acteurs économiques qui s'établissaient à 0,4% pour le mois. En rythme annuel, l'inflation s'élève à 7,8% versus 8,1% en décembre et 7,9% en janvier 2022. La composante sous-jacente s'élève à 0,8% sur un mois et 6,3% sur un an, soit au même niveau que celle enregistrée en décembre.

La Banque centrale explique ce résultat par la hausse des prix des biens (hors fruits et légumes), à 1,5%, et des services (à 1,3%). A contrario, les fruits et légumes progressent de seulement 0,8% et les loyers de 0,1%.

A l'inverse des précédents mois, l'inflation mensuelle importée et celle sur les biens nationaux s'établissent toutes les deux à 1,2% sur un mois (12,8% sur un an pour les biens importés et 5,4% sur un an pour les produits locaux).

Dans l'ensemble, les anticipations d'inflation demeurent bien ancrées, à 5,0% pour la fin 2023 et à 4,0% à l'horizon 2025. Dans ces conditions, les autorités monétaires ont décidé, fin janvier, de maintenir le taux directeur inchangé à 8,5%.

URUGUAY

Les visiteurs argentins restent nombreux en Uruguay, malgré la cherté de la vie

Selon Soledad Sánchez, coordinatrice au sein la direction nationale des migrations, près de 7.000 Argentins ont déposé une demande de résidence en Uruguay en 2022. Ils représentaient près de 41% des immigrants (environ 17.400 demandes toutes nationalités confondues durant l'année), devant les Vénézuéliens (environ 2.600 procédures) et les Cubains (environ 2.000 procédures).

Si ce chiffre est nettement supérieur au volume enregistré avant la pandémie, avec un point bas à environ 1.500 demandes en 2018, il demeure inférieur au record de 12.500 demandes enregistrées en 2021. Selon la Direction nationale des migrations, la hausse du nombre de demande de résidence des Argentins ces dernières années s'explique aussi par la fermeture de la frontière en 2020 en réponse à la pandémie de covid-19.

Les touristes argentins sont également très nombreux à se rendre en Uruguay. Selon le ministère du Tourisme, près de 105.200 Argentins ont visité l'Uruguay en janvier. Pour le centre de recherche économique (CINVE), l'Uruguay pourrait recevoir près de 890.000 touristes argentins entre décembre 2022 et mars 2023, période correspondant aux vacances de l'été austral. Ce chiffre serait relativement stable par rapport à celui enregistré durant les périodes pré-pandémiques (-1,0% environ par rapport à la période 2019-2020).

Si les demandes des résidences s'expliquent, pour l'essentiel, par l'environnement des affaires en Argentine (lourdeurs de la fiscalité, incertitudes juridiques, instabilités financières et cambiales), la différence des taux de change et la cherté de la vie en Uruguay n'ont pas découragé les visiteurs argentins.

En effet selon l'indice Big Mac publié par The Economist, le peso uruguayen est fortement surévalué en comparaison à la devise américaine (à 27,8% en décembre 2022, soit au deuxième rang mondial derrière les 35,4% enregistrés par le franc suisse). Selon la revue britannique, le taux de change implicite serait de 50 pesos par dollar versus 39,13 pesos constatés sur les marchés. De surcroît, en prenant en compte le niveau de PIB par habitant, le différentiel de change entre les taux de change implicite et réel serait de 52,7% en Uruguay, versus 21,2% pour l'Argentine, 5,1% pour le Chili et 1,1% pour le Brésil.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-François Michel,
Chef du Service Économique Régional de Buenos Aires

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s'abonner :
Twitter :

samuel.adjutor@dgtresor.gouv.fr
[@Tresor_ConoSud](https://twitter.com/Tresor_ConoSud)